

## "Quelle Europe de l'électricité ?"

Le CELSIG organise, le **27 juin prochain**, au Comité économique et social européen à Bruxelles, un **séminaire européen** intitulé **"Quelle Europe de l'électricité ?"** qui s'inscrit dans le cadre du programme de travail de la Commission fixé par le Livre blanc sur les services d'intérêt général. Programme et inscription sur [www.celsig.org](http://www.celsig.org)

## Directive services

La Commission de l'industrie du Parlement européen a adopté, le 25 avril dernier, le rapport de Jorgo Chatzimarkakis (ADLE, Allemagne) sur le projet de directive services. Ce rapport propose de prévoir une longue phase d'adaptation, pouvant aller jusqu'à dix ans, pour permettre aux services hautement réglementés de se préparer à une concurrence renforcée sur un marché libéralisé. J. Chatzimarkakis a également fait inscrire que le principe du pays d'origine ne sera pas appliqué lorsque "sont en jeu la sécurité et l'ordre public ainsi que la santé". Seuls le groupe communiste et quelques Verts ont voté contre ce projet de rapport.

[http://www.europarl.eu.int/meetdocs/2004\\_2009/documents/AM/56/556500/556500fr.pdf](http://www.europarl.eu.int/meetdocs/2004_2009/documents/AM/56/556500/556500fr.pdf)

[http://www.europarl.eu.int/meetdocs/2004\\_2009/documents/PA/550/550067/550067fr.pdf](http://www.europarl.eu.int/meetdocs/2004_2009/documents/PA/550/550067/550067fr.pdf)

## Temps de travail

♦ La commission de l'emploi et des affaires sociales du Parlement européen a voté majoritairement le rapport d'Alejandro Cercas (PSE, Espagne) sur la proposition de directive concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail. Ce rapport contient, notamment, deux amendements qui ont suscité des débats houleux. L'un prévoit la disparition, 36 mois après l'entrée en vigueur de la directive, de la clause de renonciation qui autorise les Etats membres à ne pas appliquer la durée maximale de travail hebdomadaire de 48 heures (opt out), l'autre concerne la définition du temps de garde, des médecins hospitaliers en particulier, qui prévoit d'inclure les périodes inactives. Le rapport de A. Cercas sera examiné en séance plénière courant mai, il sera soumis au Conseil des ministres des 2 et 3 juin pour essayer d'aboutir à un accord politique. Il sera ensuite transmis à la prochaine présidence, britannique, de l'Union. Ce qui promet de nouvelles discussions, quand on se souvient que l'opt out avait été prévu à la demande des Britanniques. (voir également bulletin 159)

♦ Le Comité des Régions a connu, le 14 avril dernier, une opposition "frontale et inhabituelle" sur la proposition de directive sur le temps de travail. Le rapport de Joan Hanham (PPE, Royaume-Uni), adopté par 44 voix pour, 39 contre et 14 abstentions, inclut un amendement proposé par Onno Hoes (ADLE, Pays-Bas) affirmant qu'il faut supprimer progressivement la possibilité de recourir à l'opt out par les Etats membres, mais les amendements proposés par le groupe socialiste visant à encadrer au maximum.../..

## "Which Europe of electricity?"

CELSIG will, on **27<sup>th</sup> June**, organise a **European seminar** entitled **"Which Europe of electricity?"**, at the European Economic and Social Committee in Brussels, which lies within the scope of the working program of the Commission as stipulated by the White Paper on Services of General Interest. The program and registration at [www.celsig.org](http://www.celsig.org)

## Services directive

The Industry Committee of the European Parliament adopted, on 25<sup>th</sup> April 2005, a report by Jorgo Chatzimarkakis (ADLE, Germany) on the services directive draft. This report proposes to envisage a long phase of adjustment, which could go up to ten years, to enable those services that are highly regulated to get ready for a stiff competition in a liberalised market. J. Chatzimarkakis has also stipulated that the principle of the country of origin will not be applied when "safety, law and order as well as health are at stake". Only the Communist group and some Greens did vote against this draft report.

[http://www.europarl.eu.int/meetdocs/2004\\_2009/documents/AM/56/556500/556500en.pdf](http://www.europarl.eu.int/meetdocs/2004_2009/documents/AM/56/556500/556500en.pdf)

[http://www.europarl.eu.int/meetdocs/2004\\_2009/documents/PA/550/550067/550067en.pdf](http://www.europarl.eu.int/meetdocs/2004_2009/documents/PA/550/550067/550067en.pdf)

## Working time

♦ The Employment and Social Affairs committee of the European Parliament has, by a majority, voted the report by Alejandro Cercas (PSE, Spain) on the proposal for a Directive relating to certain aspects of the organisation of the working time. This report includes, in particular, two amendments which aroused strong debates. One stipulates disappearance, 36 months after the entry into force of the directive, of the clause of renunciation which authorises Member States not to apply the maximum duration of 48 working hours per week (opt out), the other, relates to the definition of the standby time, for hospital doctors in particular, which provides for the inclusion of idle periods. The report by A. Cercas will be examined during a plenary sitting in May, it will be submitted to the Council of Ministers of 2<sup>nd</sup> and 3<sup>rd</sup> June to try to reach a political agreement. It will then be transmitted to the next presidency of the Union, British. Which promises new discussions, when one remembers that the opt out had been envisaged at the request of the British (see also bulletin 159).

♦ On 14<sup>th</sup> April, the Regions Committee experienced a "frontal and unusual" opposition on the proposal for working time Directive. The report by Joan Hanham (EPP, the United Kingdom), adopted by 44 votes for, 39 against and 14 abstentions, includes an amendment put forward by Onno Hoes (ADLE, Netherlands) affirming that it is necessary to gradually remove the possibility by Member States to resort to the opt out, but the amendments suggested by the socialist group aiming to control, to the fullest, .../..

le recours à l'opt out et ceux relatifs à l'inclusion du temps inactif dans le temps de garde n'ont pas été retenus.

---

## Pauvreté

♦ Dans un communiqué de presse, EAPN (European Antipoverty Network) se prononce sur un nouveau rapport sur la "Pauvreté des travailleurs", publié par Eurostat, qui fait état de 14 millions de travailleurs, soit 7% de la population de l'Union à 25, vivant dans un ménage dont le revenu est inférieur au seuil de pauvreté national. EAPN souligne que le fait que ce rapport précise, en conclusion, que les Etats membres semblent prêts à rechercher dans quelle mesure le travail rapporté aux revenus ne suffit pas à éviter la pauvreté est un "incontestable progrès dans le débat relatif à stratégie de lutte contre la pauvreté, où l'inactivité, et en particulier le chômage, a longtemps été une des principaux facteurs utilisés pour expliquer la pauvreté".

♦ La FEANTSA (Fédération européenne des organisations travaillant pour les sans abri), vient de publier un rapport qui montre que l'Europe compte un nombre sans cesse croissant de sans abri. L'évolution des marchés européens du logement et la hausse des prix de l'immobilier sont telles qu'un plus grand nombre d'individus se trouvent confrontés au risque de perdre leur logement. Selon la FEANTSA, cela "montre clairement que les Etats membres n'honorent pas l'engagement qu'il ont pris en 2000 à Lisbonne de veiller à ce que tout un chacun dispose des ressources nécessaires pour vivre dans la dignité".

---

## Cour de justice

♦ Dans une arrêt C-128/03 et C-129/03 du 14 avril 2005, la Cour dit que la majoration de la redevance pour l'accès au réseau de transport d'électricité et pour son utilisation, imposé en Italie, de manière transitoire et dégressive, aux entreprises d'électricité hydraulique et géothermique, ne constitue pas en soi une aide d'Etat en faveur des entreprises qui n'y sont pas soumises. Sur la règle d'accès au réseau sans discrimination, la Cour précise que la directive 96/92/CE prévoit un accès sans discrimination au réseau national de transport et que le principe de non discrimination interdit, d'une part, de traiter de manière différente des situations similaires et, d'autre part, de traiter de la même manière des situations différentes.

♦ Dans un arrêt C-180/04 du 21 avril 2005, la Cour dit que "le délai de deux mois pour fournir une réponse est impératif et toute décision non motivée de rejet d'accès à l'information par une autorité publique est illégale". Si tel n'était pas le cas, la directive 90/313/CEE serait vidée de tout sens. La Cour répond ainsi aux questions préjudicielles posées par la Belgique sur l'interprétation de la directive relative à la liberté d'accès à l'information en matière d'environnement.

♦ Dans un arrêt dans les affaires jointes C-387/02, C-391/02 et C403/02, du 3 mai 2005, concernant des personnes physiques poursuivies devant des juridictions italiennes pour faux en écriture comptable commis en 2002, avant l'entrée en vigueur en Italie de nouvelles dispositions pénales pour ces infractions, la Cour dit que, dans une procédure, une directive ne peut pas, par elle-même et indépendamment d'une loi interne d'un Etat membre prise pour son application, avoir comme effet de déterminer ou d'aggraver la responsabilité pénale d'un prévenu.

the resort to the opt out and those concerning the inclusion of the idle period in the standby time were not retained.

---

## Poverty

In a press release, the EAPN (European Antipoverty Network) gives its opinion on a new report on the "Poverty of workers", published by Eurostat, which gives a figure of 14 million workers, that is 7% of the of the Union's population of the 25 countries, living in a household whose income is below the national poverty line. EAPN stresses that, the fact that this report specifies, in its conclusion, that Member States seem ready to find out up to what point is work linked to income not enough to avert poverty, is an "undeniable progress in the debate concerning the strategy in the fight against poverty, where inactivity, and in particular unemployment, has been for a long time one of the principal factors used to explain poverty".

FEANTSA (the European Federation of National Organisations Working with the Homeless), has just published a report which shows that Europe counts unceasingly, an increasing number of the homeless. The trend of European housing market and the rise in the prices of the real estate are such that a greater number of individuals are confronted with the risk of losing their housing. According to FEANTSA, this "clearly shows that Member States do not honour the engagement taken in 2000, in Lisbon, to ensure that everyone has the resources necessary to live in dignity".

---

## The Court of Justice

♦ In its judgement of joint cases C-128/03 and C-129/03 of 14<sup>th</sup> April 2005, the Court says that increased charge for a transitional period and on a sliding scale for access to and use of the electricity transmission system in Italy for hydro and geothermic electricity producers is not state aid per se in favour of those companies not subject to the increased charge. On the rule of non-discriminatory access to the network, the Court specifies that directive 96/92/CE provides for access without discrimination to the national transmission network and that the principle of non-discrimination precludes different treatment of comparable situations and like treatment of different situations.

♦ In a ruling of case C-180/04 of 21<sup>st</sup> April 2005, the Court deems that "the two months deadline to provide an answer is imperative and any unjustified decision of a rejection for access to information by a public authority is illegal". If such were not the case, directive 90/313/CEE would be void of any meaning. The Court thus replies to questions referred for preliminary ruling by Belgium on the interpretation of the directive concerning the freedom of access to information as regards environment.

♦ In a ruling of joint cases C-387/02, C-391/02 and C403/02, of 3<sup>rd</sup> May 2005, concerning natural persons brought before the Italian courts for accounts forgery made in 2002, before the entry into force, in Italy, of new penal provisions for such offences, the Court says that, in a proceeding, a directive cannot, by itself and independent of some internal law of a Member State taken for its application, have for effect the determination or the aggravation of the penal responsibility of the accused.